

## L'arrestation d'un journaliste qui montre que Poutine contrôle beaucoup moins la Russie et ses services de renseignement qu'on l'imagine depuis l'étranger



A la suite de l'arrestation du journaliste d'investigation Ivan Golunov, une série de protestations a eu lieu en Russie. Face à cette pression maintenue face à une arrestation jugée par beaucoup comme injuste, le Kremlin a finalement libéré le journaliste.

Avec Florent  
Parmentier

**Atlantico : A la suite de l'arrestation du journaliste d'investigation Ivan Golunov, une série de protestations a eu lieu en Russie ainsi que des manifestations (bien que limitées par le pouvoir russe). Cette pression maintenue face à une arrestation jugée par beaucoup comme injuste, le Kremlin a finalement libéré le journaliste. Le pouvoir russe, mythifié à l'étranger comme un pouvoir très coercitif, montre-t-il ses limites ?**

**Florent Parmentier :** Le cas de l'arrestation du journaliste d'investigation Ivan Golunov remet en cause un certain nombre de nos certitudes quant à l'Etat de droit en Russie : un accusé n'était-il pas systématiquement coupable d'avance dans un tel système ? Certes, nos représentations de la Russie restent souvent marquées par la longue durée, par l'imaginaire des procès de Moscou qui ont défrayé la chronique dans les années 1930 ou par l'organisation de l'Etat. La machine administrative n'était-elle pas d'ordinaire réputée pour sa dureté à l'égard de ses opposants ? Quant au pouvoir central, on ne pouvait guère l'accuser de lâcher ses troupes ou de faire preuve de faiblesse par rapport à la société. A titre d'exemple, Yuval Noah Harari soulignait dans un de ses livres que la Russie tsariste était faite manière à ce que 3 millions de personnes sur 180 millions empêchaient les citoyens de s'unir pour faire prévaloir leurs intérêts...

Dès lors, on peut observer que la mobilisation des journalistes a contre toute attente payé, y compris paradoxalement la mobilisation des journalistes considérés comme étant aux ordres. Cette affaire montre qu'à côté des médias officiels, il existe encore en Russie des médias qui restent critiques du pouvoir et qui sont tolérés par celui-ci. Ils fournissent une sorte de thermomètre de la contestation : rien ne sert de casser le thermomètre si l'on veut savoir à quel moment une fièvre populaire pourrait advenir...

Le gouvernement ne pouvait pas rester totalement sourd à cette manifestation. Les médias grand public ont témoigné de cette prise de conscience : ainsi, au cours de l'une des principales émissions politiques du pays, l'un des invités de Dmitri Kisselev (considéré comme l'un des « propagandistes en chef » du Kremlin) dénonçait l'idée selon laquelle Golounov devait être en possession de drogue. Ce n'est pas une pression extérieure qui a permis d'obtenir la libération du journaliste, mais une véritable pression interne d'une société longtemps considérée comme apathique ou satisfaite du gouvernement actuel.

---

**Les protestations contre les arrestations ne sont pas nouvelles en Russie. En revanche, une libération si rapide n'est pas si fréquente. La mobilisation d'une partie de la presse et des réseaux sociaux a-t-elle joué un rôle ? Une partie de l'opinion publique russe ne se cache plus pour protester contre certains abus. Sommes-nous à un tournant en Russie ?**

Effectivement, la rapidité de la libération d'Ivan Golounov peut surprendre. Il faut savoir que les réseaux sociaux sont extrêmement présents en Russie, qui dispose d'un « ru.net » véritablement autonome et extrêmement développé. La Russie dispose de ses propres réseaux, et ils jouent un rôle de catalyseur des mécontentements et de partage d'informations.

Quels sont les motifs des manifestations des citoyens russes aujourd'hui ? La chute de Vladimir Poutine dans l'opinion publique russe est une réalité. Toutefois, il faut observer que ces motifs de manifestation ne sont pas à proprement parler politiques, mais concerne plutôt des enjeux environnementaux, de corruption ou sociaux (retraites).

**Certains observateurs de la Russie pensent que l'influence de Vladimir Poutine sur les services de renseignement et les forces de l'ordre est à double tranchant. Parfois, ces services prennent des initiatives. Est-ce le cas avec le cas avec cette arrestation récente ?**

En effet vous avez raison de souligner ce point. Dans cet ordre d'idées, il y a un proverbe en Russie qui dit qu'il y a plusieurs tours au Kremlin : ce qu'il faut comprendre, c'est que le président russe n'est pas la personne qui prend toutes les décisions, mais que c'est bien davantage un arbitre dont la charge consiste à trouver des équilibres entre des tendances contradictoires ; adaptation à la mondialisation et appel aux investissements internationaux contre trajectoire d'industrialisation et de développement interne ; volonté de se tourner vers la Chine et souhait de restaurer des liens avec divers régimes européens ; développement économique ou contrôle politique des régions périphériques... Dans le cas présent, on peut s'attendre à ce qu'un certain nombre de têtes tombent, afin d'envoyer un message à l'opinion publique : les institutions de force ne peuvent agir constamment avec un sentiment d'impunité.

Il en va de même pour les services de renseignement. Par rapport à un objectif général fixé par le Président, chaque service peut être amené à se démarquer des autres services par sa capacité à prendre des initiatives, que l'exécutif peut ensuite choisir de couvrir ou non. En d'autres termes, c'est moins une approche « intentionnaliste » qui permet de comprendre le processus de décision politique en Russie (comprendre les intentions du leader), qu'une approche « fonctionnaliste » (comprendre comment l'environnement du leader interprète et réagit aux attentes prêtées au leader). En la matière, Vladimir Poutine a beau de se réjouir de la libération d'Ivan Golounov comme il a pu le faire : cela lui permet de faire pression sur les institutions de force, sur lequel son contrôle n'est pas total...